

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

Chartres, le 15/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXPANSCIENCE

Rue des Quatre Filles
BP 50034
28230 Épernon

Références : 0010000316/RAPVI/TT/IC230497-VAT20230614
Code AIOT : 0010000316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement EXPANSCIENCE implanté Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXPANSCIENCE
- Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon
- Code AIOT : 0010000316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel des laboratoires EXPANSCIENCE, implanté à Épernon sur près de dix hectares, regroupe les activités de recherche, de développement et de production de principes actifs, ainsi que de fabrication, conditionnement et expédition de produits pharmaceutiques et dermocosmétiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la précédente inspection du 22 novembre 2022
- Action nationale « Liquides inflammables »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	VI 28/09/22 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	Susceptible de suite	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Entrepôts – État des matières stockées – besoin d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VI 22/09/2021 NC1* - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	NC1* VI 22/09/2021	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	VI 29/09/2021 NC2* - Stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	NC2* VI 22/09/2021	Sans objet
4	Entrepôts - Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 28/09/2023, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
5	Entrepôts – Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Sans objet
6	Entrepôts – Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Sans objet
8	Entrepôts - Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
9	LI - Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
10	LI - Etat des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
11	LI - Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
12	LI - Autres installations A soumises à l'AM du 03/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
13	LI - Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VI 22/09/2021 NC1* - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Prescription contrôlée : "Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées."
Constats : L'exploitant ne peut justifier du maintien en bon état du réseau de sprinklage.
Observations : <u>Constat de la VI du 28/09/2022 (point N°1) :</u> Le compte-rendu Q1 du 9 mai 2022 du contrôle semestriel du système d'extinction automatique conclut que le système présente un point de non-conformité sans risque de mise en échec. L'exploitant présente un rapport de vérification du 27/06/23 réalisé par Minimax. Ce rapport mentionne qu'il n'y a pas eu d'essai de performance des GMPD Source B1 et B2 Un problème sur le réseau de sprinklage a été signalé à l'inspection le 25 septembre 2023. Des mesures compensatoires ont été mises en place : alerte du SDIS, plus de délivrance de permis de feu en attente de réparation, rondes accentuées par les agents (toutes les 4 heures pour la partie chimie, 2 dans la nuit pour le reste), les ESI ont été informés. La réparation a été programmée le 29/09/23. L'exploitant a informé l'inspection de la remise en service le 5 octobre 2023. Suite aux travaux réalisés, l'exploitant doit justifier que le réseau de sprinklage est bien fonctionnel Sur le terrain : constat des travaux en cours suite à la détection de fuite sur le réseau de sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : VI 22/09/2021 NC2* - Stratégie de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Aucun écart constaté
Observations : <u>Constat de la VI du 28/09/2022 (point N°2) :</u> Absence de mise à jour de la stratégie de défense incendie portée à connaissance de Madame le Préfet. Présentation du document de stratégie de défense contre l'incendie en séance. L'envoi du document a été effectué à la préfecture le 28/09/23.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : VI 28/09/22 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Plusieurs observations du rapport Q19 de priorités 1 et 2 n'ont pas été traitées dans les délais réglementaires.
Observations : <u>Constat de la VI du 28/09/2022 (point N°8) :</u> l'alarme d'asservissement remplissage de gazole est active au niveau du panneau de contrôle de la source B2. L'inspection a consulté les rapports de contrôle suivants : <ul style="list-style-type: none">- Poteaux incendie (bureau veritas) - 30/06/23 - ok (6 humides + 2 secs) -> maillage en cours + surpresseur fixe- RIA (bureau veritas) - 17/08/23 - ok (42 RIA)- Extincteurs (eurofeu) - 27/10/2022 - commande passée pour 2023, remplacement des extincteurs dont l'échéance décennale est passée- Q19 (bureau veritas) - 28/06/23 - 3 priorités 1 + 4 priorités 2 : priorité 1 (1 traitée, 2 prises en

<p>compte mais non traitées) , priorités 2 (3 prises en compte mais non traitées) : délai dépassé pour actions correctives</p> <ul style="list-style-type: none"> - Q18 (bureau veritas) juin 2023 (IRD ok, B4 ok, B5 ok, Station d'épuration ok, CDD ok, administratif ok, resto ok, New B2 Old B2 ok), B3 - risque d'incendie et d'explosion -> demande traitée - Vérification protection Foudre (bureau veritas) - 29/06/23 - vérification complète - état non satisfaisant - demande prise en compte mais non traitée à la date de l'inspection (valeur des prises de terre + cheminement conducteur de descente) - porte coupe feu (eurofeu) - 24/07/2023 - ok - désenfumage (bureau veritas) - 17/08/23 - ok
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Entrepôts - Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/09/2023, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun écart constaté</p>
<p>Observations :</p> <p>Pas d'évolution du volume des entrepôts par rapport à l'arrêté préfectoral de 2016. L'inspection constate que l'exploitant utilise une gestion informatique des stocks. Les produits sont triés en classe de dangers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entrepôts – État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations</p>

classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Aucun écart constaté

Observations :

L'inspection contrôle l'état des stocks réalisé le 27/09/23 (date d'inspection).

La date du dernier inventaire physique n'est pas connue. L'exploitant indique que l'inventaire physique est réalisé au moins une fois par an dans le cadre de la valorisation comptable du stock (voire plusieurs fois dans l'année par échantillon).

L'inspection rappelle à l'exploitant que la date de l'inventaire physique doit pouvoir être justifiée.

L'accès aux fiches de données de sécurité et aux stocks est disponible sur l'intranet (disponible sur site et hors site). L'état des stocks est ainsi disponible en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entrepôts – État des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

<p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats : Aucun écart constaté.</p>
<p>Observations : L'exploitant présente l'état des stocks, qui répond à la réglementation. Celui-ci est classé par type de danger, l'emplacement des produits est précisé exactement. L'exploitant démontre qu'à partir de cet état, il est en mesure de mesurer les quantités pour un type de danger identifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Entrepôts – État des matières stockées - besoins d'information de la population

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats : Il n'existe pas d'état des stocks sous format synthétique.</p>
<p>Observations : L'exploitant indique ne pas avoir connaissance de cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Entrepôts - Effets thermiques sur les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à</p>

<p>déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats : Aucun écart constaté.</p>
<p>Observations : L'étude de dangers initiale (juillet 2015) traite des différentes cellules et présente des modélisations de flux. Il n'y a pas la présence de tiers au sein de la zone d'effet thermique de 8kw/m². L'exploitant indique que l'étude de dangers en cours de révision suite aux modifications apportées au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : LI - Etat des matières stockées - Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats : Aucun écart constaté.</p>
<p>Observations : L'état des stocks reprend les matières stockées.</p> <p>Sur le terrain : absence de liquides inflammables dans l'entrepôt (stockage en réservoir aérien externe uniquement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : LI - Etat des matières stockées - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – réservoirs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : L'exploitant dispose d'un suivi en continu. Ce suivi est assuré par sonde de niveau (radar).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : LI - Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique 4331
Prescription contrôlée : Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations mentionnée dans l'arrêté préfectoral (350 T) est supérieure à la quantité réelle. Un dossier de Porter à connaissance a été adressé l'inspection (cette quantité reste supérieure à 100 T).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : LI - Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application des AM LISeuil 1000T de LI
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : L'arrêté d'autorisation prévoit une quantité de liquides inflammables présente sur site susceptible d'atteindre 350 T. Le jour de l'inspection, il est constaté la présence de 36 T de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : LI - Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20Seuil 100T de LI
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Aucun écart constaté.
Observations : Le stock des liquides inflammables est présenté par l'exploitant. Les liquides inflammables sont stockés en cuves vrac, les déchets en IBC 1000 litres. Sur le terrain, il est constaté la présence de ces cuves. Quelques cuves de 1000 litres (déchets) sont présentes, situées sur une zone de rétention étanche. La quantité de liquides inflammables présente sur site est inférieure à 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet